

**Politique fiscale et croissance économique en Algérie :  
une évaluation économétrique.**  
[Tax policy and economic growth in Algeria: an econometric  
evaluation].

**MAHTOUT Samir** Doctorant à la faculté des sciences économiques, commerciales et des sciences de gestion. Université de Bejaia  
samirmahtout@yahoo.com

Date de soumission:02/02/2018 date d'acceptation:24/02/2018  
date publication :12/2018

**Résumé**

Cet article a pour objectif d'évaluer empiriquement l'impact de la politique fiscale sur la croissance économique en Algérie. L'approche utilisée se base sur une estimation à travers un modèle vectoriel à correction d'erreur (VECM) et ce à partir des données annuelles couvrant la période 1970-2016. Les résultats obtenus révèlent globalement l'existence d'une relation de cointégration (positive et significative) au moyen et long terme entre les variables fiscales et le PIB. Cependant, à court terme, les recettes fiscales de l'Etat n'influencent pas significativement la croissance économique. Ce résultat suggère l'existence d'un rendement de l'impôt très important non encore collecter (reste à recouvrir) par l'administration fiscale. Nos résultats montrent également que la politique fiscale actuelle peine à amorcer une dynamique de croissance économique à travers le financement du budget de l'Etat à cause d'une mobilisation insuffisante des recettes fiscales.

**Mots clés : Politique fiscale, cointégration, recettes fiscales, croissance économique.**

## ملخص

تهدف هذه المقالة إلى التقييم التجريبي لتأثير السياسة الضريبية على النمو الاقتصادي في الجزائر. ويستند النهج المستخدم إلى تقدير من خلال نموذج تصحيح الخطأ (VECM) وهذا من البيانات السنوية التي تغطي الفترة 1970-2016. وتكشف النتائج التي تم الحصول عليها بشكل عام على وجود علاقة مشتركة (إيجابية وكبيرة) على المدى المتوسط والطويل بين المتغيرات الضريبية والنتائج المحلي الإجمالي. ومع ذلك، على المدى القصير، الإيرادات الضريبية للدولة لا تؤثر على النمو الاقتصادي. وتشير هذه النتيجة إلى وجود عائد ضريبي كبير لم يحصل بعد من قبل إدارة الضرائب. إضافة إلى ذلك، تظهر نتائجنا أن السياسة الضريبية الحالية تواجه صعوبة في بدء نمو اقتصادي ديناميكي من خلال تمويل ميزانية الدولة بسبب عدم كفاية تعبئة الإيرادات الضريبية.

**الكلمات المفتاحية:** السياسة الضريبية، التكامل المشترك، عائدات الضرائب، النمو الاقتصادي.

## Abstract

This article aims to empirically evaluate the impact of the tax policy on the economic growth in Algeria. The approach used is based on an estimation through a vector error correction model (VECM) and this from the annual data covering the period 1970-2016. The results obtained generally reveal the existence of a cointegrating relationship (positive and significant) in the means and long term between tax variables and GDP. However, in the short term, state tax revenues do not significantly influence economic growth. This result suggests the existence of very significant tax yield not yet collected (still to be recovered) by the tax administration. Our results also show that current tax is in aria to initiate a dynamic of economic growth through the financing of the state budget because of an insufficient mobilization of the tax revenues.

**Key words:** Tax policy, Cointegration, tax revenues, economic growth.

## I- Introduction

Interventionnisme économique et social de l'Etat a longtemps fait l'objet de débats intenses dans l'histoire de la pensée économique. Selon les classiques, les pouvoirs publics doivent éviter de s'ingérer dans la marche normale du secteur productif, en maintenant une pression fiscale modérée et les dépenses publiques au niveau le plus bas possible alors que les keynésiens justifient l'intervention de l'Etat dans la vie économique et sociale. Dès lors, la conception de la neutralité de l'impôt est remise en cause. En effet, l'impôt crée des distorsions dans les plans financiers des individus (impôt sur le

revenu), des perturbations dans leurs consommations (impôt sur la dépense comme la taxe sur la valeur ajoutée qui engendre une hausse des prix). Ainsi, toutes mesures fiscales, toute création d'impôt, toute modification ou suppression d'un impôt ou une taxe engendre un impact sur la production.

Les effets des mesures fiscales sur la croissance économiques ont été mis en évidence dans le cadre des travaux portant sur les modèles de croissance endogène. Barro (1990) montre qu'une forte pression fiscale freine la croissance économique d'un pays. Les études économétriques d'Engen et Skinner (1992 – 1996), Milesi-Feretti et Roubini (1998), Folster et Henrekson (2001) ont confirmé les conclusions obtenues par Barro (1990), tandis qu'Easterly et Rebelo (1993) et Mendoza et al (1997) concluent que l'impact des mesures fiscales sur le niveau du développement et le taux de croissance économique est difficile à isoler.

Le système fiscal algérien est essentiellement déclaratif sous réserve de droit de contrôle et de vérification. Il est composé de deux grandes parties notamment la fiscalité ordinaire et la fiscalité pétrolière. La chute des prix du pétrole entamée depuis Juin 2014 a amené les pouvoirs publics d'intensifier les réflexions sur les mesures fiscales favorables de mobiliser des recettes budgétaires suffisantes pour financer le budget de l'Etat.

Dans une perspective d'analyse de la politique fiscale, ce travail propose une évaluation économétrique des effets macroéconomiques de la politique fiscale notamment les prélèvements fiscaux sur la croissance économique en Algérie. L'approche utilisée se base sur une estimation à travers un modèle vectoriel à correction d'erreur et ce à partir des données annuelles couvrant la période 1970-2016.

Le présent article est articulé en quatre sections. La première section est dédiée à une revue de littérature théorique et empirique sur la relation entre la fiscalité et la croissance économique. La deuxième section présentera une analyse des performances du système fiscal algérien. La troisième section exposera la méthodologie et les données de recherche. Enfin, la quatrième section discutera les résultats empiriques des estimations.

## **II- Fiscalité et croissance économique : une revue de littérature**

Gaston Jeze définit l'impôt «*comme une prestation pécuniaire requise des particuliers par voie d'autorité à titre définitif et sans*

*contrepartie, en vue de la couverture des charges publiques»<sup>1</sup>. Traditionnellement, la fiscalité assume plusieurs fonctions avec comme priorité le financement des services publics, stimuler l'activité économique lorsqu'elle devient morose et une fonction de redistribution des revenus sur le plan social (Musgrave 1959).*

Selon la théorie fiscale libérale, l'impôt est assimilé comme le prix payé par le contribuable pour la sécurité et les services que lui apporte l'Etat. Ainsi, un bon impôt est celui qui est neutre économiquement, c'est-à-dire qu'il ne doit pas perturber le fonctionnement naturel de l'économie. De son côté, D. RICARDO aborde la question fiscale d'une manière plus judicieuse. Pour lui, tous les impôts ont un rôle néfaste sur l'activité économique, il écrivait « *la fiscalité sous toutes ses formes n'offre qu'un choix de maux* »<sup>2</sup>.

Dans ce qui suit, nous allons passer en revue quelques études qui analysent l'impact des politiques fiscales sur la croissance économique. *Arnold, Brys, Heady, Johansson, Schwellnus, Varita (2011)*<sup>3</sup> concluent que l'imposition des biens immobiliers et la taxation de la consommation sont les moins nuisibles à la croissance économique. Tandis que, la taxation des revenus des personnes physiques et des bénéfices des sociétés s'avère plus dommageable. *Arseneau, Ha Dao et Godbout (2011)*<sup>4</sup> suggèrent que la taxation de la consommation a un impact plus positif sur la croissance économique que l'imposition du revenu. *Lee et Gordon (2004)*<sup>5</sup> concluent qu'une augmentation de 10% de l'impôt sur les bénéfices des sociétés provoque une baisse de 0,82% du taux de croissance économique. *Padovano et Galli (2001)*<sup>6</sup> montrent une relation négative entre le taux marginal de l'imposition et le taux de croissance moyenne du PIB.

---

<sup>1</sup> Gaston J, cité par DUVERGER M. (1988) Finances publiques, Paris, 11<sup>ème</sup> édition, PUF, P 125.

<sup>2</sup> David RICARDO. Principes de l'Economie Politique et de l'Impôt, volume 1, p 167.

<sup>3</sup> Arnold, Jens Matthias, Bert Brys, Christopher Heady, Asa Johansson, Cyrille Schwellnus et Laura Vartia (2011), Tax policy for economic recovery and growth, the economic journal, 121, F59-F80.

<sup>4</sup> Arseneau, Mathieu, Ngoc Ha Dao et Luc Godbout (2011). Impact of tax mix on economic growth, new evidence from OECD panel data.

<sup>5</sup> Lee, Young et Roger H. Gordon (2004). Tax structure and economic growth, Journal of public economics, 89, pp. 1027-1043.

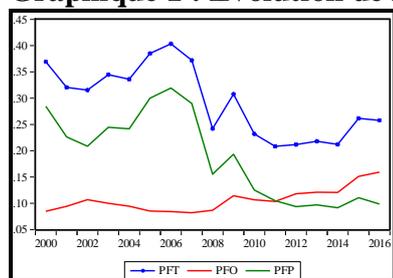
<sup>6</sup> Padovano, Fabio et Emma Galli (2001). Tax rates and economic growth in the OECD countries (1950-1990), economic inquiry, Vol 39 N° 1, pp. 44-57.

Wildmalm (2001)<sup>7</sup> montre une corrélation négative entre les variables fiscales et la croissance économique. Ainsi, l'impôt sur les revenus des personnes physiques est le plus dommageable sur la croissance économique.

### III-2 : Analyse de la pression fiscale en Algérie (2000 – 2016).

Afin de déterminer l'efficacité de l'effort fiscal en matière de mobilisation des recettes fiscales, il convient de tenir compte de l'ensemble des recettes fiscales de l'Etat et au produit intérieur brut (PIB) pour le calcul du taux de pression fiscale. L'évolution du ratio des impôts et taxes au PIB est représentée par le graphique (1). En Algérie, cette pression fiscale peut être étudiée à deux niveaux différents (*la pression fiscale différentielle*), par rapport à la fiscalité ordinaire « *pression fiscale ordinaire (PFO)* » et par rapport à la fiscalité sur les hydrocarbures « *pression fiscale pétrolière (PFP)* », et enfin, par rapport aux deux fiscalités « *la pression fiscale totale (PFT)* ».

**Graphique 1 : Evolution de la pression fiscale en Algérie**



**Source :** Calculs des auteurs à partir des données de la direction générale des impôts.

Il apparaît que le taux de pression fiscale pétrolière est très volatile dans le temps, passant de 9% à 31% du PIB. Cette variation accidentelle s'explique par la fluctuation fréquente du prix du baril sur les marchés internationaux ainsi que le volume des quantités exportées. Le graphique (1) montre également que la pression fiscale ordinaire évolue de façon monotone et ne dépassant 16% du PIB. L'analyse de la pression fiscale différentielle permet de constater la faiblesse du système de la fiscalité ordinaire de générer suffisamment de recettes pour financer le budget de l'Etat, par conséquent, de réaliser un assainissement budgétaire fondé sur les recettes de la

<sup>7</sup> Wildmalm, Frida (2001). Tax structure and growth: Are some taxes better than others? Public choice, Vol 107, N° 3/4, pp 199-219.

fiscalité des entreprises, ainsi que son incapacité relative à jouer un rôle décisif dans le développement d'une économie productive efficiente et diversifiée. Enfin, la pression fiscale totale, qui englobe toutes les recettes de la fiscalité ordinaire et de la fiscalité pétrolière, a enregistré un rendement appréciable grâce à l'apport des ressources pétrolières. Durant la période 2000 à 2016, le taux moyen de la pression fiscale s'établit à 29,39% du PIB.

A titre de comparaison, le taux moyen de la pression fiscale dégagé (29,39%) s'avère absolument bas de ceux dégagés sur le plan international. Selon une étude conjointe (*paying taxes 2017*) menée par la Banque Mondiale et cabinet de Price Water House (PWC), le taux de la pression fiscale représente 60,2% en Tunisie, 49,3% au Maroc, 52% au Mexique, 48% en Angola et 40% en Malaisie. Ce résultat s'explique par la divergence de la méthode en matière de calcul de la pression fiscale, dans la mesure où il a exclu d'autres éléments réputés fiscaux à l'instar», «*la fiscalité des collectivités locales*», «*la parafiscalité*» et «*les charges sociales*».

#### **IV- Méthodologie et données**

A travers une approche économétrique basée sur les modèles vectoriels à correction d'erreurs (VECM), nous allons analyser les effets des mesures fiscales sur la croissance économique notamment «le produit intérieur brut par habitant (PIBH)» sur la période allant de 1970 jusqu'à 2016. Les variables fiscales utilisées sont «les recettes fiscales directes (FD)», «les recettes fiscales pétrolières (FP)», «les recettes fiscales sur les biens et services (FBS)», «les autres recettes fiscales indirectes (FIN)». Les données sont annuelles et exprimées en termes réels et par habitant en utilisant le déflateur du PIB et la population totale. Les données statistiques proviennent de l'office national des statistiques (ONS), de la direction générale des impôts (DGI) et de la Banque Mondiale (BM). Nous avons également transformé les variables en logarithme dans le but d'éliminer l'effet de la variance.

#### **V- Résultats empiriques et discussions**

La première étape consiste à étudier la stationnarité des séries.

##### **V-1 : Etude de la stationnarité et l'ordre d'intégration**

Nous mettons en œuvre le test ADF pour l'étude de la stationnarité. Les résultats mentionnés dans le tableau (1) montrent que toutes les variables ne sont pas stationnaires en niveau, mais elles deviennent

stationnaires en différence première ( $ADF^* < Vc^{**}$ ). Donc, elles sont intégrées d'ordre (1). A cet effet, il y'a un risque de cointégration entre les variables de chaque modèle. Nous retenons à cet effet une approche économétrique basée sur les VECM.

**Tableau (1) : Tests de racine unitaire**

Eléments	Modèle (LPIBH)			
	Test ADF en niveau		Test ADF en différence 1 <sup>ère</sup>	
	ADF*	Vc**	ADF*	Vc**
Série LPIBH	0,19	-1,94	-9,52	-1,94
Série LFD	-0,79	-1,94	-5,22	-1,94
Série LFP	-1,30	-1,94	-6,19	-1,94
Série LFBS	-0,76	-1,94	-6,10	-1,94
Série LFIN	-0,09	-1,94	-6,45	-1,94

Notes : (ADF\*) Indique Augmented Dickey-Fuller, (Vc\*\*) indique la valeur critique au seuil 5%.

Source : Calculs des auteurs à partir du logiciel Eviews 7.0

### V-2 : Détermination du nombre de retards

La deuxième étape consiste à la détermination du VECM optimal. A cet effet, nous utilisons les critères d'informations d'Akaike (1973) (AIK)<sup>8</sup> et Schwarz (1978) (SC)<sup>9</sup>. Les résultats reportés dans le tableau (2) montrent que le retard (P) qui minimise les critères d'informations d'Akaike et Schwarz est égal à 1 (P = 1) pour l'ensemble des modèles, d'où l'application d'un VECM (1).

**Tableau (2) : Détermination du nombre de retards**

RETARD	LPIBH	
	AIK	SC
1	-6,95	-5,35
2	-7,56	-4,92
3	-7,33	-3,64
4	-7,04	-2,28

Source : Calculs des auteurs à partir du logiciel Eviews 7.0

### V-3 : Etude de la cointégration de Johansen : Test de la trace

La troisième étape consiste à l'étude de la relation de cointégration. L'analyse des résultats du tableau (3) montrent l'existence d'une seule relation de cointégration entre les variables.

<sup>8</sup> AIC est l'abréviation anglaise de : Akaike Information Criterion.

<sup>9</sup> SC est l'abréviation anglaise de : Schwarz Criterion.

**Tableau (3) : Tests de cointégration de Johansen**

Eléments	Modèle (LPIBH)		
	T-Trace	Valeur critique	Probabilité
None	<b>72,8</b>	<b>69,81</b>	<b>0,028</b>
At most	43,35	47,85	0,124
At most 2	18,65	29,79	0,518
At most 3	6,69	15,49	0,612
At most 4	2,39	3,84	0,121

Source : Calculs des auteurs à partir du logiciel Eviews 7.0

#### **V-4 : Estimation du modèle vectoriel à correction d'erreurs**

La dernière étape concerne l'estimation du modèle à correction d'erreur (ECM, « *Error Correction model* »).

##### **V-4-1 : Estimation des relations de long terme (Étape 1)**

Les résultats de l'estimation finale des relations de cointégration du long terme sur 45 observations sont donc les suivantes :

$$\text{LPIBH} = 1,274 + 0,125 \text{ LFD} + 0,482 \text{ LFBS} - 0,279 \text{ LFIN} + 0,133 \text{ LFP}$$

[-2,22]                      [-4,05]                      [5,97]                      [-3,66]

A long terme, nous constatons que les coefficients des variables explicatives (fiscales) sont tous significativement différents de zéro comme l'indique la statistique de Student, et que les signes obtenus ne sont pas conformes aux prédictions de la théorie libérale de l'impôt selon lesquelles les impôts et taxes ralentissent la croissance économique.

Les résultats de l'estimation finale des relations de cointégration du long terme montrent que la croissance économique en Algérie est largement influencée par les recettes fiscales ordinaires. La croissance économique est également influencée par les recettes fiscales des biens et services. En effet, l'effet à long terme s'avère très important (significatif et positif). Il s'avère nettement que l'effet des recettes des taxes sur les biens et services sur la croissance économique en Algérie est plus important que celui engendré par les autres variables fiscales. Ce résultat peut s'expliquer par l'évolution vertigineuse du recouvrement de la fiscalité indirecte plus particulièrement la taxe sur la valeur ajoutée (TVA).

Concernant la fiscalité ordinaire, l'effet à long terme des autres recettes des taxes indirectes s'avère significatif et négatif. S'agissant des effets de long terme des recettes de la fiscalité pétrolière, celles-ci affectent positivement le PIB réel par habitant. Pour conclure, nous pouvons dire la croissance économique mesurée par le PIBH est fortement corrélée par les variables fiscales. Plus particulièrement il s'avère que l'effet de la fiscalité ordinaire est plus important que celui

de la fiscalité pétrolière sur le PIB par habitant en Algérie. Le point fort de la fiscalité ordinaire est tiré des recettes fiscales indirectes notamment des recettes de la fiscalité des biens et services ou la taxe sur la valeur ajoutée (TVA).

#### V-4-2 : Estimation des relations des modèles dynamiques (étape 2)

Avant de passer à l'estimation, voici la relation de court terme :

$$D(\text{LPIBH}) = \delta_0 (\text{LPIBH}_{(-1)} - 0,125 \text{LFD}_{(-1)} - 0,482 \text{LFBS}_{(-1)} + 0,279 \text{LFIN}_{(-1)} - 0,133 \text{LFP}_{(-1)} - 1,274) + \delta_1 D(\text{LPIBH}_{(-1)}) + \delta_2 D(\text{LFD}_{(-1)}) + \delta_3 D(\text{LFBS}_{(-1)}) + \delta_4 D(\text{LFIN}_{(-1)}) + \delta_5 D(\text{LFP}_{(-1)}) + \delta_6.$$

Les résultats de l'estimation finale de la relation de cointégration du court terme sont retracés dans le tableau (4) :

**Tableau (4) : Estimation du modèle de court terme**

LPIBH		
	<i>coefficients</i>	<i>T-Student</i>
$\delta_0$	<b>-0,244</b>	[-2,969]
$\delta_1$	-0,509	[-3,918]
$\delta_2$	-0,003	[-0,078]
$\delta_3$	0,024	[0,369]
$\delta_4$	0,078	[1,743]
$\delta_5$	0,034	[1,569]
$\delta_6$	0,018	[3,461]

Source : Calculs des auteurs à partir du logiciel Eviews 7.0

Les résultats du tableau (4) montrent que le terme à correction d'erreur ( $\delta_0$ ) est bien négatif et significativement différent de zéro au seuil de 5%, ( $\delta_0 = -0,244$ ). Les résultats de l'estimation finale du modèle dynamique montrent que les effets des prélèvements fiscaux sur la croissance économique sont non significatifs. Ce résultat peut être expliqué par les recettes fiscales très colossales non encore collectées (reste à recouvrir) par l'administration fiscale suite aux diverses manœuvres frauduleuses (fraude fiscale, évasion fiscale, contribuables récalcitrants...etc.). Autrement dit, les recettes de la fiscalité ordinaire et pétrolière n'interviennent pas à court terme dans la croissance de l'activité économique en Algérie. C'est ainsi que un assainissement budgétaire fondé sur les recettes de la fiscalité ordinaire (fiscalité des entreprises) ne peut y avoir lieu à raison du rendement financier faible de ladite fiscalité.

#### V-4-3 : Validation de la représentation vectorielle à correction d'erreur

Dans ce qui suit, nous retenons le test de Ljung-Box ou bien simplement la Q-statistique pour démontrer la validité de notre modèle économétrique. Ce test est conçu afin de bien vérifier si les

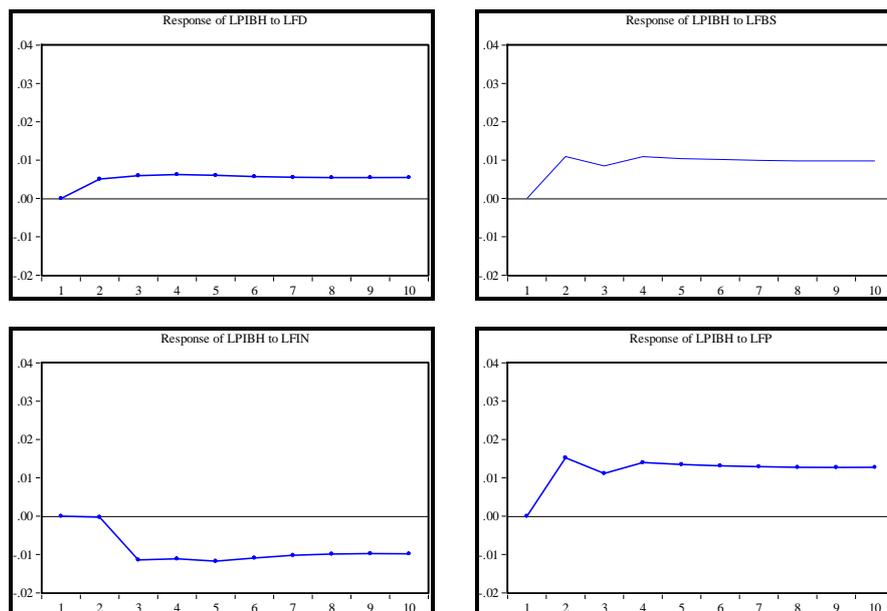
résidus suivent un bruit blanc. La statistique Q de Lung-Box pour le retard  $h=20$  confirme l'absence d'autocorrélation. En effet, la probabilité du test pour  $h=20$  est égale à 0.466, celle-ci est largement supérieure au seuil de signification de 5%. Nous pouvons donc conclure que l'hypothèse nulle de bruit blanc est acceptée.

#### V-4-4 : La fonction de réponse impulsionnelle

Les réponses de LPIB à un choc des mesures fiscales de 1% sont représentées dans la graphique (2). Les résultats de ces fonctions permettent de tirer les conclusions suivantes :

- La fonction de réponse impulsionnelle montre que l'impact d'un choc positif des recettes fiscales sur le produit intérieur brut par habitant aura un effet positif, excepté pour les recettes des autres impôts et taxes indirectes.
- Par ailleurs, ce choc est plus intense lorsqu'il s'agit des recettes des taxes sur les biens et services et des recettes fiscales pétrolières. Ce résultat montre que toute mesure fiscale relative principalement à la taxe sur la valeur ajoutée, au prix du pétrole ainsi que la quantité des hydrocarbures exportée aura un impact significatif et intense sur le produit intérieur brut par habitant.

**Graphique 2 : Résultats de la fonction de réponse impulsionnelle**



Source : Calculs des auteurs à partir du logiciel Eviews 7.0

#### V-4-5 : La décomposition de la variance

L'analyse des variances fournit des informations quant à l'importance relative des innovations dans la variation de chacune des variables. Le tableau (5) montre les résultats de la décomposition de la variance.

**Tableau (5) : Résultats de la décomposition de la variance**

Décomposition de la variance	Termes	LPIBH	LFD	LFBS	LFIN	LFP
<b>LPIBH</b>	Court	<b>100</b>	0	0	0	0
	Moyen	<b>75,75</b>	2,5	12,72	0,94	8,05
	Long	<b>74,49</b>	2,68	14,1	0,56	8,13
<b>LFD</b>	Court	6	<b>83,21</b>	0	10,79	0
	Moyen	4,25	<b>38,92</b>	23,19	9,3	24,31
	Long	4,27	<b>37,15</b>	24,47	8,99	25,08
<b>LFBS</b>	Court	13,18	10,4	<b>47,3</b>	28,62	0,75
	Moyen	9,21	13,94	<b>43,73</b>	31,07	2,03
	Long	7,33	12,59	<b>37,47</b>	39,33	3,28
<b>LFIN</b>	Court	0,1	0	0	<b>99,89</b>	0
	Moyen	0,64	5,12	2,71	<b>91,45</b>	0,06
	Long	0,33	7,02	4,46	<b>88,14</b>	0,03
<b>LFP</b>	Court	25,19	10,59	0	7,08	<b>57,12</b>
	Moyen	15,77	26,34	4,27	5,37	<b>48,23</b>
	Long	12,67	31,13	6,75	3,95	<b>45,47</b>

Source : Calculs des auteurs à partir du logiciel Eviews 7.0

Les résultats de la décomposition de la variance montrent qu'à long terme, les recettes fiscales ordinaires sont responsables de 17,34% (FD = 2,68%, FBS = 14,1% et FIN = 0,56%) contre seulement 8,13% pour les recettes fiscales pétrolières. Ce résultat se traduit par le fait que les recettes de la fiscalité ordinaire deviennent de plus en plus importantes par rapport aux recettes de la fiscalité pétrolière. En 2016, le recouvrement des recettes fiscales ordinaires est estimé à raison de 2 722,68 milliards de dinars contre 1 682,55 milliards de dinars en matière de recettes fiscales pétrolières.

Les résultats de la décomposition de la variance montrent aussi un autre résultat important. Ainsi, nous observons que le PIB affecte positivement la variance des recettes fiscales de l'Etat. Ce résultat peut être expliqué par la dépendance des recettes fiscales ordinaires et pétrolières à la conjoncture macro-économique nationales (la croissance du PIB et de la demande élargit l'assiette fiscale de l'impôt est par conséquent l'accroissement du recouvrement fiscal), et internationale (variation des prix de pétrole brute sur le marché mondial).

## **VI- Conclusion**

Dans ce travail, nous avons évalué empiriquement les effets de la politique fiscale sur la croissance économique en Algérie mesurée par le PIB réel par habitant. Au terme de cette étude, nous avons déterminé que les recettes fiscales de l'Etat (ordinaires et pétrolières) ne sont pas responsables de la croissance économique à court terme. Cependant, elles affectent positivement et significativement la croissance à moyen et à long terme. Notre étude, montre également que l'accroissement du rendement financier de la fiscalité de l'Etat est influencé par la conjoncture économique nationale et internationale.

L'analyse économique de la pression fiscale durant la période 2000 à 2016 montre que la pression fiscale ordinaire dépasse largement celles de la fiscalité pétrolière. Quant à la pression fiscale totale, celle-ci demeure absolument bas en comparaison à ceux dégagés sur le plan international, chose qui suggère que le taux global des prélèvements obligatoires n'a pas encore atteint son plafond. A cet effet, nous pouvons supposer l'existence de marge de manœuvre en matière d'accroissement du rendement financier de la fiscalité de l'Etat. Aussi, il est recommandé de travailler davantage sur l'amélioration des moyens et les techniques de recouvrement fiscal (les restes à recouvrir deviennent de plus en plus accrus et se transforment aux cotes irrécouvrables avec le temps) avant d'élargir le champ d'application des impôts et taxes et le rehaussement des taux d'impositions.

En tout état de cause, les pouvoirs publics sont amenés à une révision de la politique fiscale à raison des mutations que connaît le marché mondial de l'énergie notamment le secteur des hydrocarbures. Les vecteurs décisifs qui doivent guider la réforme fiscale en Algérie et surtout dans la conjoncture économique actuelle, est bien de trouver un équilibre optimal entre un régime fiscal favorable au climat des affaires, et un niveau d'imposition dégageant suffisamment de recettes pour financer le budget de l'Etat, par conséquent, le développement économique du pays.

### **6. Références bibliographiques**

- 1- ANDREW P, AUGUSTO LC. (2017) Paying taxes, World Bank Group.
- 2- Barro R J. (1990) Government spending in a simple model of endogenous growth, the journal of political economy, Vol 98, 103-125.
- 3- Chapitre 5. (2009) Fiscalité et croissance économique, Réformes économiques (n°5), 146-168.

- 4- COTTARELLI C. (2011) Mobilisation des recettes dans les pays en développement, Fond Monétaire International.
- 5- Engen EM. Skinner J. (1992) Fiscal Policy and Economic Growth, NBER Working Paper N° 4223.
- 6- Milesi-Feretti G, Roubini N. (1998) Growth Effects of Income and Consumption Taxes, Journal of Money, Vol. 30, N°. 4,721-744.
- 7- JEZE G. (1988) Finances publiques, 11 ème édition, PUF, Paris.
- 8- MUSGRAVE A. (1959) The theory of public finance, Tata McGraw-Hill Book Company.
- 9- RICARDO D. (1817) Principes de l'Economie Politique et de l'Impôt.
- 10- SMITH A. (1776) Recherche sur l'origine et la cause de la richesse des nations, livre5.
- 11- TROTABAS L. (1970) Finances publiques, 4 ème édition.
- 12- VITO T et HOWEL Z. (2001) Une politique fiscale pour les pays en développement, Fond Monétaire International.
- 13- Direction générale des impôts. (2017) Lois de finances de 2000 à 2017.
- 14- Direction générale des impôts. Lettres de la DGI, Bulletin d'information.
- 15- Direction générale des impôts. Actu-impôt, Publication de la DGI.
- 16- <http://www.ons.dz.com>.
- 17- <http://www.bank-of-algeria.dz>.

## Annexe

Vector Error Correction Estimates

Date: 01/10/18 Time: 09:26

Sample (adjusted): 1972 2016

Included observations: 45 after adjustments

Standard errors in ( ) & t-statistics in [ ]

Cointegrating Eq:	CointEq1				
LPIBH(-1)	1.000000				
LFD(-1)	-0.125516 (0.05629) [-2.22980]				
LFBS(-1)	-0.482801 (0.11908) [-4.05430]				
LFIN(-1)	0.279966 (0.04685) [ 5.97629]				
LFP(-1)	-0.133732 (0.03653) [-3.66088]				
C	-1.274690				
Error Correction:	D(LPIBH)	D(LFD)	D(LFBS)	D(LFIN)	D(LFP)
CointEq1	-0.244919 (0.08248) [-2.96935]	-0.179115 (0.38884) [-0.46064]	0.181182 (0.27400) [ 0.66124]	-0.498422 (0.37594) [-1.32579]	0.816475 (0.70744) [ 1.15413]
D(LPIBH(-1))	-0.509181 (0.12996) [-3.91813]	0.271255 (0.61263) [ 0.44277]	-0.835731 (0.43171) [-1.93588]	-0.771469 (0.59231) [-1.30247]	-0.793296 (1.11460) [-0.71173]
D(LFD(-1))	-0.003102 (0.03944) [-0.07865]	-0.017437 (0.18594) [-0.09378]	0.116356 (0.13103) [ 0.88804]	0.083608 (0.17977) [ 0.46508]	-0.126038 (0.33829) [-0.37257]

D(LFBS(-1))	0.024068 (0.06517) [ 0.36933]	0.451890 (0.30720) [ 1.47100]	0.240787 (0.21648) [ 1.11230]	-0.102305 (0.29701) [-0.34445]	0.190510 (0.55891) [ 0.34086]
D(LFIN(-1))	0.078081 (0.04479) [ 1.74330]	-0.123262 (0.21114) [-0.58379]	-0.139791 (0.14879) [-0.93953]	0.075153 (0.20414) [ 0.36814]	-0.135848 (0.38415) [-0.35363]
D(LFP(-1))	0.034156 (0.02176) [ 1.56994]	-0.202156 (0.10256) [-1.97108]	0.065259 (0.07227) [ 0.90296]	-0.053197 (0.09916) [-0.53648]	0.091470 (0.18660) [ 0.49020]
C	0.018845 (0.00545) [ 3.46070]	0.019660 (0.02567) [ 0.76587]	0.014970 (0.01809) [ 0.82754]	0.010122 (0.02482) [ 0.40783]	0.028238 (0.04670) [ 0.60462]
<hr/>					
R-squared	0.412046	0.195374	0.121130	0.128613	0.079140
Adj. R-squared	0.319211	0.068328	-0.017639	-0.008975	-0.066259
F-statistic	4.438488	1.537823	0.872886	0.934770	0.544298
<hr/>					